

## Contribution du CESER

---

# « Néo Societas » : combler les fractures, ouvrir de nouvelles lignes d'horizon

*Projeter la Nouvelle-Aquitaine dans une  
nouvelle ambition de transformation sociale.*

Juin 2022



*Depuis juillet 2019, le CESER Nouvelle-Aquitaine a régulièrement formulé la proposition de doter la Région, de manière complémentaire et articulée à « Néo Terra », d'une grande feuille de route baptisée par analogie « Néo Societas », dédiée aux attentes de transformation sociale<sup>1</sup> autour des enjeux d'égalité.*

*À terme, il s'agit de bien mettre en cohérence ces deux volets « Néo Terra » et « Néo Societas » de manière consubstantielle en une proposition plus globale liant environnement et société. D'autant que, si toutes les formes d'inégalités et de discriminations ne sont pas induites par les changements liés au climat et à la perte de biodiversité, ces problématiques sont elles-mêmes susceptibles de contribuer à accentuer les ruptures d'égalité et les situations de précarité déjà existantes.*

*Le CESER a régulièrement salué, à travers ses avis, la déclinaison de la démarche « Néo Terra » dans différentes politiques régionales. Il soutient aujourd'hui l'ambition d'un approfondissement de cette orientation dans de nouveaux champs avec une meilleure prise en considération des enjeux liés à la santé et en encourageant la prise en compte des questions d'inégalités sociales, qui méritent d'être appréhendées de façon aussi transversale et systémique.*

*La présente contribution a précisément vocation à expliciter la vision, les enjeux, les questionnements que la société civile organisée projette en « Néo Societas », dans le but d'alimenter la réflexion régionale, conformément au rôle consultatif du CESER.*

## **1. Le contexte : une persistance des inégalités, des précarités, des pauvretés et des discriminations qui minent la cohésion sociale, territoriale et démocratique**

« Néo Societas » se veut d'abord une démarche de réponse à des **signaux d'alerte sur la gravité de la situation actuelle en matière de cohésion de la société** : données INSEE, Observatoire des inégalités, baromètre des territoires, rapports annuels du Défenseur des droits, rapports annuels des grandes associations sur le logement ou l'accès aux soins : toutes ces sources concordantes soulignent, année après année, la forte persistance des inégalités, des précarités et d'une pauvreté durable, mais aussi du sentiment très présent d'injustice, d'assignation sociale et territoriale... Se débattre dans les difficultés du quotidien, avec un manque de marge de manœuvre et dans l'incertitude du lendemain, le sentiment d'être éloignés, isolés ou

---

<sup>1</sup> Le CESER a porté la proposition « Néo Societas » dans plusieurs de ses avis et expressions :

- Rapport « Droits culturels et pratiques culturelles en amateur : exigence éthique, ambition démocratique », mars 2020
- Expression « Covid-19 : expression du CESER sur l'annonce des mesures d'urgence du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, sur la situation et les perspectives », avril 2020
- Avis sur le « Plan de transition et de reconquête technologique – Acte 2 : Adaptation et transformation des filières régionales », septembre 2020
- Avis sur le « Rapport Développement Durable 2020 (pour l'année 2019) », novembre 2020
- Rapport « Covid-19 en Nouvelle-Aquitaine : l'urgence de transformer demain », décembre 2020
- Avis sur le « Rapport Néo Terra sur la situation en matière de Développement Durable de la Région Nouvelle-Aquitaine. Année 2020 », décembre 2021
- Avis sur les « Orientations budgétaires 2022 », décembre 2021.

bloqués, l'impression de subir plus que de choisir son avenir concernant, de fait, beaucoup de personnes. Se débattre dans les difficultés du quotidien, avec un manque de marge de manœuvre et dans l'incertitude du lendemain, le sentiment d'être éloignés, isolés ou bloqués, l'impression de subir plus que de choisir son avenir concernant, de fait, beaucoup de personnes.

Malgré l'existence d'un filet de protection sociale et, au-delà des seuls ménages néo-aquitains, cette réalité concerne aussi nombre d'acteurs économiques (en particulier parmi les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les travailleurs indépendants et les auto-entrepreneurs). Quels que soient les secteurs d'activité et les territoires, ceux-ci doivent également s'adapter à des variations rapides et fortes, ce qui fragilise leurs marges de manœuvre et parfois même jusqu'à la pérennité de leur activité.

L'ensemble de ces difficultés et sources de fragilisation, qui peuvent affecter aussi bien des salariés, des entrepreneurs et des entreprises elles-mêmes, minent profondément la cohésion de la société.

**Un indicateur principal**<sup>2</sup> : Ecart de treize ans d'espérance de vie entre les 5 % les plus aisés et les 5 % les plus modestes (donnée INSEE, 2017)

Ces réalités sont une préoccupation majeure du CESER. Elles sont à la fois insupportables humainement, mais aussi nocives économiquement et dangereuses démocratiquement. La défiance grandissante à l'égard des institutions et la succession des mouvements sociaux ces dernières années ne peuvent qu'interpeller en profondeur - quel que soit le regard que chacun peut porter sur leurs modalités ou le contenu des revendications - par l'étendue des sujets<sup>3</sup> abordés et la diversité sociale des participants. **« Néo Societas » doit être une réponse à ces défis et aspirations de la société.**

<sup>2</sup> Autres indicateurs : un **niveau de la pauvreté voire de très grande pauvreté** : près de 800.000 néo-aquitains (14 %) vivent sous le seuil de pauvreté (INSEE, 2019) dont 200.000 dans une très grande pauvreté monétaire (seuil à 40 % du revenu médian) ; en outre, les difficultés à faire face aux dépenses de la vie courante qui recouvrent un « halo » de pauvreté touchent plus du tiers de la population de Nouvelle-Aquitaine ; une **persistance des inégalités socio-économiques** (qu'elles soient de revenus, de patrimoine, de participation au pouvoir décisionnel) ; une **aggravation des discriminations** (liées à des critères de genre, d'origines, de milieu social, de handicap, d'âge) dans nombre **d'actes fondamentaux et indispensables de la vie quotidienne** (accès au logement, accès à un emploi, qualité de l'emploi, niveau de rémunération et parcours professionnel, fracture numérique, etc.) (Défenseur des droits, 2019).

<sup>3</sup> A titre non exhaustif, pour ne prendre que les exemples les plus récents :

- 2017 : mouvement *Me Too* de libération de la parole sur les violences et discriminations faites aux femmes, sur les inégalités structurelles F/H dans tous les domaines et tous les secteurs
- 2017/2019 : mouvements sociaux contre les lois Travail et la réforme des retraites (nombreuses expressions, au sein et surtout en marge de ces mouvements, sur la dureté et les souffrances du monde du travail, sur fond de précarisation, de déshumanisation et d'intensification)
- 2018/2019 : mouvement des « Gilets Jaunes » pour exprimer la colère contre l'invisibilité sociale, les injustices et inégalités, le rejet des mécanismes de pouvoir, des corps constitués et des institutions, mais aussi volonté de reprendre place dans la société
- 2018/2022 : marches pour le climat (environnement et colère contre l'inaction des pouvoirs publics)
- 2020/Covid-19 : revendications sur le « monde d'après » (attente d'une reconnaissance et revalorisation des salariés de « premières lignes » et des services publics, relocalisation, réindustrialisation et maîtrise des secteurs économiques, ...) : la France du confinement a révélé au grand jour les clivages socio-économiques (tout le monde n'a pas pu rester chez soi télétravailler, certains ont perdu beaucoup de leurs revenus, inégalités de conditions de confinement, réapparition de la faim dans certains quartiers...)
- 2020 : mouvement *Black Lives Matters* et les mobilisations Floyd/Traoré (contre les racismes et discriminations).

## 2. L'objectif de « Néo Societas » : encourager et accompagner la mise en œuvre d'une feuille de route de la Région Nouvelle-Aquitaine en matière de transformation sociale vers une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire et plus démocratique

Avec « *Néo Societas* », le CESER Nouvelle-Aquitaine souhaite exprimer sa conviction que la **transformation sociale peut constituer le second pilier des politiques régionales, de manière complémentaire et articulée à la transition environnementale portée par la feuille de route « *Néo Terra* »**. La démarche se veut ainsi être une ambition partagée de transformation sociale vers une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire et plus démocratique, où chacun doit être en mesure de mieux trouver sa place, à l'abri de la précarité et dans un environnement préservé.

Pour le CESER Nouvelle-Aquitaine, penser « *Néo Societas* » implique la prise en compte d'un double horizon de temps :

➔ **À court terme, il s'agit de combler les fractures** : agir et mobiliser toutes les politiques régionales et au-delà, mettre en mouvement les acteurs et la société civile, dans leur diversité, dans **une action immédiate, volontariste et transversale contre les inégalités, les précarités, les discriminations, les injustices et diverses formes de maltraitance ordinaire.**

*« Il est plus que temps, pour celles et ceux qui sont en position de décider, au premier chef les responsables des politiques publiques, d'abord de proscrire tout ce qui risque directement ou indirectement de rompre l'égalité dans l'accès aux services publics, donc aux droits ; et en même temps, de mettre en question les mentalités, les systèmes, les rapports d'inégalité qui tiennent éloignés de leurs droits fondamentaux un nombre considérable d'usagers, de demandeurs d'emploi, de salariés, de retraités, d'élèves et d'étudiants, d'enfants en danger. »*

Jacques Toubon, rapport du Défenseur des droits 2019  
Inégalités d'accès aux droits et discriminations en France

➔ **À moyen/long terme, il s'agit d'ouvrir de nouvelles lignes d'horizon pour atteindre le bien commun : donner du sens, maîtriser les transitions, vivre mieux.** Ainsi que le CESER a pu le pointer dans son rapport d'analyse des premiers enseignements de la crise Covid-19<sup>4</sup> et différents travaux récents, la pandémie que nous traversons depuis 2020 a elle-même révélé et exacerbé, par son ampleur et son caractère systémique, les fragilités déjà présentes avant la crise, que ce soit aux niveaux sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux, démocratiques, générant ainsi une prise de conscience de grande échelle sur l'interdépendance de tous ces facteurs et la nécessité de transformer la société sur un certain nombre de fondamentaux.

<sup>4</sup> Cf. Rapport du CESER « *Covid-19 : l'urgence de transformer demain* », décembre 2020.

Il y aura ainsi un « avant » et un « après » Covid-19, bien sûr en raison des impacts de long terme de la pandémie et de sa gestion, mais aussi du fait de l'ampleur des questionnements qui ont émergé sur le « monde d'après » : notre rapport au travail, au temps, au savoir ; la place de nos solidarités individuelles et collectives, territoriales et générationnelles ; l'intérêt majeur d'activités et de professions depuis trop longtemps insuffisamment reconnues et valorisées ; l'ampleur de la désindustrialisation et des ravages sur l'environnement, accélérés par la façon dont les activités humaines et économiques se sont déployées ces dernières décennies sans prendre gare à leurs impacts sociaux et environnementaux ; au niveau démocratique, la profonde rupture de confiance entre les citoyens et leurs institutions...

Nul doute que nous ne sommes qu'au début de comprendre les retentissements profonds et de long terme que cette crise Covid, mais aussi la crise environnementale que nous affrontons et les mutations technologiques que nous connaissons, auront sur nos vies, nos territoires, notre économie – et sur les choix collectifs à opérer pour l'avenir.

**« Néo Societas » doit être l'espace où s'ouvre le champ des possibles, où se pensent, se croisent et se fertilisent les différents regards sur ce nouvel horizon commun à construire.**

### 3. Les quatre dimensions de « Néo Societas »

La démarche « Néo Societas », telle qu'elle est envisagée et portée par le CESER, comporte ainsi quatre dimensions :

- Une **dimension culturelle** de sensibilisation sur la nécessité et la possibilité d'agir et de reconquérir des marges de manœuvre

« Néo Societas » présente d'abord une dimension profondément « culturelle », à la fois contre une forme de fatalisme (convaincre et se convaincre que les inégalités n'ont rien d'une fatalité et qu'on peut agir contre), contre un certain nombre de représentations ancrées et de stéréotypes, voire parfois de logiques ou de stratégies de déni, mais aussi dans la façon de penser le champ des possibles en matière de transformation sociale et de projet de société au service de l'« intérêt général ». Il s'agit ainsi de promouvoir la capacité d'un acteur public comme la Région, à inventer de nouvelles dynamiques de moyen/long terme, en mobilisant tous ses leviers d'action, à travers ses propres politiques, mais aussi par sa capacité « d'influence », d'exemplarité et d'entraînement notamment auprès des acteurs socioéconomiques ou d'autres collectivités infrarégionales.

Ce sont des combats tout autant « culturels » qu'opérationnels : un nouveau volontarisme, pour contribuer à « refaire société ».

- Une **dimension scientifique** d'observation et de prospective, pour mesurer, objectiver et anticiper

À l'instar de ce que sont « *AcclimaTerra* » et « *Ecobiose* » pour les enjeux climatiques et de biodiversité, un comité scientifique interdisciplinaire « *Néo Societas* », réunissant experts et chercheurs de haut niveau sur les questions identifiées, permettrait d'amener du savoir factuel et un regard extérieur novateur pour aider à repousser un peu les limites de ce qu'on croit possible/faisable/souhaitable. En s'appuyant sur les travaux de recherche récents (données quantitatives et qualitatives, évaluations, éléments de débat dans la société à objectiver, etc.) ou pouvant être suscités. Il s'agit ainsi de s'appuyer sur des savoirs académiques, fondés sur la rigueur de la démarche scientifique, pour éclairer l'état des lieux réel et factuel en Nouvelle-Aquitaine, comprendre les dynamiques, les trajectoires passées et prospectives, apporter des éléments de compréhension et d'analyse des causes et des déterminants (ce qui concourt aux inégalités) et les leviers d'actions régionaux. Au-delà de l'articulation évidente avec les travaux du service « Études et prospective » de la DATAR (qui font notamment ressortir les réalités observées et les disparités sous un angle infra-territorial), un partenariat avec l'Observatoire des inégalités pourrait également permettre de mieux catégoriser les inégalités. « *Néo Societas* » comporte, enfin, une approche nécessairement prospective : anticiper – pour ne pas subir – les effets sociaux à l'aune du contexte et des mutations en cours : crise environnementale (réchauffement climatique et atteinte à la biodiversité<sup>5</sup>), sauts technologiques, robotisation et transformation numérique, transformations organisationnelles, transition démographique (renforcement des déséquilibres territoriaux, vieillissement, etc.), bouleversements géopolitiques, financiarisation de l'économie.

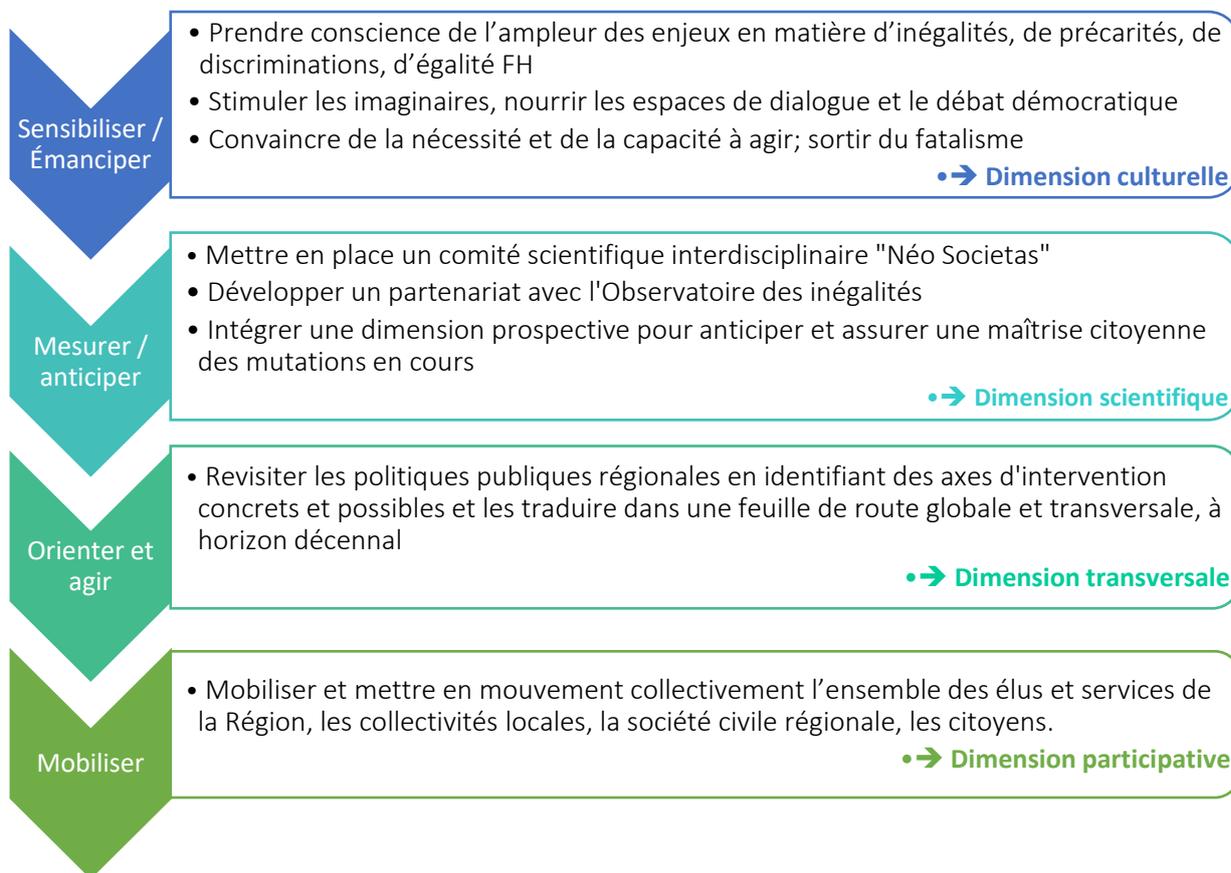
- Une **dimension transversale** pour orienter et agir

« *Néo Societas* » traduit l'ambition de revisiter les politiques publiques en identifiant les leviers d'action possibles face aux inégalités, aux précarités, aux discriminations, et de manière plus large aux verrous qui bloquent les parcours et minent la cohésion sociale, territoriale et démocratique, et en prenant appui sur l'ensemble des compétences de la Région. Sans sous-estimer les nombreuses actions déjà engagées par le Conseil régional en la matière, ni omettre qu'une Région n'a pas toutes les compétences pour agir, il s'agit de prendre appui sur les actions déjà menées, mais aussi le foisonnement d'études, de travaux de recherches, d'initiatives et de projets pour construire une feuille de route qui, dans une cohérence d'ensemble, aurait vocation à guider l'action régionale pour la décennie à venir et auxquels les futurs schémas (SRDEII, SRADDET, SESRI...), règlements d'intervention et plans d'actions régionaux devraient désormais se référer.

---

<sup>5</sup> Sachant que l'urgence à prendre réellement en compte ces enjeux a été pointée au moins depuis le « Sommet de Rio » en 1992 ce qui doit nous enjoindre à ne pas toujours repousser les transitions qui paraissent s'imposer au regard de ces menaces.

- Une **dimension mobilisatrice** visant à fédérer et mettre en mouvement l'action et les initiatives des acteurs néo-aquitains, dans leur diversité.  
« *Néo Societas* » se veut une approche transversale qui a vocation à concerner la plupart des politiques publiques régionales et donc des acteurs en lien avec la collectivité régionale. Ce n'est pas une approche qui ne s'intéresserait qu'aux questions sociales au détriment des questions économiques. Il s'agit de porter un regard nouveau, une approche globale et transversale, sur les enjeux de cohésion, d'inégalités, de précarités, de discriminations, de participation démocratique, dans une nouvelle articulation avec les enjeux environnementaux et économiques. Une Région dispose de compétences en matière de formation, de politique de jeunesse, d'aménagement équilibré du territoire, de développement économique, mais aussi et surtout le lien avec les acteurs institutionnels et socio-économiques. En cela, une Région est légitime et compétente pour agir, avec ses compétences propres, et en complément avec les Départements et autres acteurs de l'action sociale, qui prennent en charge les difficultés de certaines populations fragiles (secteurs de l'insertion, de l'aide sociale à l'enfance, du handicap et de l'accompagnement des personnes âgées...). La mise en cohérence de l'action déployée aux différentes échelles d'intervention publique est un enjeu majeur. La région, en outre, interagit et accompagne, une grande diversité d'acteurs sociaux et d'acteurs de l'éducation populaire qui assurent, par leur mobilisation, un rôle d'alerte, de sensibilisation, de pédagogie et de « faire-savoir » mais aussi de construction de réponses concrètes. La Région Nouvelle-Aquitaine a, enfin, depuis de nombreuses années, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, tissé des relations approfondies avec l'ensemble des acteurs économiques néo-aquitains : il s'agit ainsi d'encourager, soutenir, valoriser toutes leurs approches et initiatives économiques porteuses d'innovation sociale et organisationnelle, de transformation sociale et favorisant la transition environnementale.



## 4. Comblent les fractures : périmètre et champs de questionnements

Le CESER Nouvelle-Aquitaine formule à ce stade sept questions qui ont vocation à dresser les contours du périmètre de « *Néo Societas* » et pourrait ainsi constituer une grille d'analyse dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des différents schémas, règlements d'intervention et plans d'actions régionaux.

### → Question 1 : Comment mobiliser les compétences régionales pour mieux prendre en compte et réduire effectivement les inégalités sociales ?

Cible = les inégalités sociales :

- Inégalités de revenus et de patrimoines
- Enjeux de redistribution
- Inégalités de capital social/ de réseaux
- Poids du logement et des dépenses contraintes dans le budget des ménages...

### → Question 2 : Comment conquérir l'égalité, lutter contre les stéréotypes, lever les verrous systémiques qui bloquent les parcours ?

Cible = les discriminations liées au genre, au handicap, à l'origine, à l'orientation sexuelle et l'égalité Femmes / Hommes :

- Vérification et suppression des effets potentiellement discriminatoires de toutes les actions et politiques publiques
- Identification fine des zones de blocage
- Mise en œuvre et soutien aux actions de promotion de l'égalité et de lutte contre les discriminations
- Enrichissement systématique des actions et politiques publiques par les approches de genre et de lutte contre les discriminations.

### → Question 3 : Comment faire de la Nouvelle-Aquitaine un territoire 100% inclusif ?

Cible = toutes les formes d'exclusion :

- Pauvreté et grande pauvreté ; exclusion durable (les « invisibles », les détenus, etc.), politiques d'émancipation et de développement social des territoires
- Accès aux droits fondamentaux (logement, alimentation, santé, mobilité, éducation, emploi, pratiques artistiques, sportives et culturelles...)
- Isolement des jeunes / des personnes âgées
- Handicap
- Lutte contre le renoncement aux soins
- Droits des personnes migrantes.

→ **Question 4 : Comment sécuriser les parcours professionnels et redonner de la visibilité et des marges de manœuvre aux acteurs économiques ?**

Cible = toutes les formes de précarité :

- Précarités du travail / chômage / rupture de transitions professionnelles
- Vulnérabilité de certains acteurs économiques, artisans, commerçants, indépendants, auto-entrepreneurs, entrepreneurs agricoles...<sup>6</sup>

→ **Question 5 : Comment garantir l'égalité d'accès aux dispositifs, équipements, services et infrastructures ?**

Cible = les inégalités territoriales :

- Eloignement/inégalités d'accès des équipements et services (administrations, éducation, santé, numérique, sports, culture, commerces de proximité...)
- Difficultés de mobilités
- Méconnaissance et complexité des dispositifs d'aide et de leur mode d'accès.

→ **Question 6 : Comment mettre en cohérence transition environnementale et transformation sociale ?**

Cible = rendre possible « Néo Terra » et favoriser son appropriation :

- Inégalités face aux possibilités de changement
- Inégalités de responsabilité en matière d'atteintes environnementales<sup>7</sup>
- Inégalités d'exposition aux risques
- Inégalités d'accès à une alimentation saine et de qualité
- Nécessaire articulation entre les actions et réponses aux enjeux de court terme et de plus long terme, en tenant compte d'éventuelles « injonctions paradoxales » entre les défis posés par les transitions et les impératifs immédiats
- Impacts sociaux des transitions environnementales
- Enjeux culturels et démocratiques des transitions et défis environnementaux (qui supposent d'améliorer les modalités d'implication du plus grand nombre dans les processus de mutation des modèles de production, de consommation).

---

<sup>6</sup> Au demeurant, la fragilité du tissu économique, si elle concerne plus souvent des petites structures, n'est pas qu'une question de taille. Les situations de retournement peuvent également toucher par exemples des entreprises de taille intermédiaire, des start-up et même certains grands groupes, tandis que des entreprises d'envergure plus modeste parviennent à une certaine agilité les préservant du risque d'« ubérisation » de leur activité.

<sup>7</sup> En France, ainsi que le souligne l'économiste Jean Gadrey (2020), les 1 % les plus riches émettent 40 fois plus de carbone que les 10 % les plus pauvres mais paient 4 fois moins de taxe carbone (en % de leurs revenus).

## ➔ Question 7 : Comment développer la participation de tous et la gouvernance partagée, favoriser la démocratie sociale et l'engagement citoyen ?

Cible = la crise démocratique et de participation citoyenne :

- Le poids des déterminants sociaux dans les inégalités de participation à la vie démocratique et de participation citoyenne
- La défiance à l'égard des institutions et de la parole scientifique
- Le rapport Sciences/société et l'enjeu de la diffusion et de la vulgarisation des connaissances scientifiques afin d'éclairer et d'améliorer la compréhension des défis économiques, sociaux, environnementaux...
- Les inégalités d'accès aux pratiques culturelles, artistiques, sportives, associatives.

## 5. Ouvrir de nouvelles lignes d'horizon : les travaux du CESER mobilisables

Au-delà d'une démarche de court/moyen termes visant à encourager une approche globale contribuant à réduire les inégalités, la démarche « *Néo Societas* » porte un objectif de transformation plus large et ambitieux. Le CESER invite la Région et tous les acteurs – y compris, au premier chef, les organisations de la société civile – à se saisir des grands enjeux de société afin que chacun se sente partie prenante et en coresponsabilité des choix à opérer pour reprendre en main notre destin collectif. Le fil rouge de cette démarche doit reposer à tous les horizons de temps sur la recherche de l'« intérêt général ». Il s'agit, en construisant de nouveaux regards adossés aux droits fondamentaux, de dépasser les représentations culturelles de la réussite matérielle, et sans doute aussi réenchanter notre propre perception du monde vivant et du lien social.

Cette démarche a vocation à ouvrir de nouvelles lignes d'horizons vers un projet de société renouvelé. Ce vaste champ ouvre la voie à différents niveaux de réflexion :

- Comment repenser les politiques publiques autour des parcours de vie et des accompagnements en fonction des besoins des personnes ?
- Comment permettre à chacun de grandir en s'épanouissant, de vivre en bonne santé et bien vieillir ?
- Comment renforcer le lien humain et intergénérationnel dans la société de demain ?
- Comment sortir des logiques de court-terme en se plaçant dans le temps long et l'anticipation ?
- Comment remettre davantage l'économie au service de la société et des biens communs ?
- Comment questionner les logiques de concurrence et promouvoir les logiques de solidarité, de complémentarité et de coopération (entre territoires, entre activités, entre partie prenantes, etc.) ?
- Comment assurer une maîtrise des innovations technologiques ?
- Comment rééquilibrer les rapports au travail (nouvelles organisations de travail, favorables à la santé et à la participation ; l'articulation vie professionnelle / vie citoyenne / vie personnelle) ?

- Comment permettre les mobilités choisies et lutter contre les mobilités subies ?
- Comment rééquilibrer les rapports au temps (la dés-intensification choisie des rythmes) ?
- Quelle place pour les pratiques culturelles, artistiques, sportives, associatives ?
- Comment réinvestir dans l'éducation populaire ?
- Comment remettre la démocratie et la citoyenneté active au centre des modes d'action et de pensée ?
- Comment lutter contre les lobbies et s'émanciper des conceptions qu'ils imposent<sup>8</sup> ?

Dans cet esprit et à titre contributif, plusieurs travaux récents ou en cours du CESER peuvent être mobilisés<sup>9</sup>.

Dans son rapport « Faire territoire(s) » (2017), le CESER imagine un futur dans lequel des complémentarités territoriales seraient trouvées entre villes et campagnes ; où l'économie de proximité permettrait la revitalisation des territoires et l'humanisation des échanges ; où les différents enjeux / échelles / temporalités seraient pensés de façon systémique ; où la Nouvelle-Aquitaine deviendrait une région-pilote de la démocratie participative.

Dans ses rapports « Droits culturels et pratiques en amateur » (2019) et « Panorama des dynamiques associatives en Nouvelle-Aquitaine » (2017), le CESER propose des pistes pour une place renouvelée pour les pratiques artistiques, culturelles, sportives, associatives, dans une démarche de citoyenneté active, de liberté de création, de reconnaissances de la diversité, d'éducation populaire et d'émancipation des personnes.

Dans son rapport « Quel télétravail pour quelle société ? » (2020) et dans une étude en cours, le CESER s'intéresse aux évolutions du rapport au travail, de la recherche de sens, et du devenir même du travail face aux bouleversements des organisations de travail en cours ou en gestation.

Dans sa contribution intitulée « Bien commun, droit pour tous : la santé exige une politique à la mesure des besoins actuels et futurs de la société » (2020), le CESER souligne que l'amélioration de la santé au sens de l'OMS (bien-être physique, mental, social et environnemental)<sup>10</sup> ne peut plus se penser sans une approche globale et préventive ni sans une action résolue d'éradication des inégalités (inégalités dans les conditions d'accès aux soins des usagers, disparités territoriales du système de santé, etc.), des discriminations, de la précarité et de la pauvreté. Il souligne par ailleurs, dans sa contribution (2018) sur le projet régional de santé 2018-2028, la nécessité d'articuler

---

<sup>8</sup> Le système évolue dans un contexte qu'il a lui-même façonné, et qui le maintient et le renforce ce qui interroge sur sa capacité à se transformer de lui-même. Il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur les entités/institutions/organismes ou mouvements, susceptibles de s'opposer aux lobbies, d'exercer un contre-pouvoir et de permettre un débat contradictoire au sein de la société.

<sup>9</sup> Par ailleurs, sur les enjeux écologiques abordés dans la feuille de route « *Néo Terra* », le CESER a également livré plusieurs travaux : « Contribution à la stratégie nationale de la biodiversité 2021-2030 » (2021) ; « Maîtrise du foncier : des bonnes intentions aux bonnes pratiques en Nouvelle-Aquitaine » (2019) ; « Enjeux d'une neutralité carbone en 2050 en Nouvelle-Aquitaine » (2019) ; Avis du CESER sur la « Consultation sur l'eau schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et leurs programmes de mesure (PDM), et Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) » (2019) « COVID-19 en Nouvelle-Aquitaine : l'urgence de transformer demain ».

<sup>10</sup> « *La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité* » (Préambule à la Constitution de l'OMS, Organisation Mondiale de la Santé, 1946).

les politiques de santé avec celles en faveur de la transition écologique et de la préservation des écosystèmes ainsi qu'avec nombre d'autres politiques publiques.

Dans son rapport « L'orientation tout au long de la vie » (2020), le CESER aborde l'enjeu crucial de l'orientation comme un droit dans l'ensemble des périodes de transition d'un parcours de vie et plaide pour un changement de regard sur les approches des transitions personnelles et professionnelles et des nécessaires accompagnements à prodiguer.

Dans son rapport « Pour un nouveau pacte social. Réaliser la nécessaire transformation agroécologique en Nouvelle-Aquitaine » (2021), le CESER réaffirme le droit à l'alimentation et propose un nouveau pacte entre la société et le monde agricole et rural : mieux nourrir la population, mieux rémunérer les agriculteurs, en préservant les milieux et la santé. Ce nouveau pacte ambitionne ainsi de conjuguer la préservation des écosystèmes, l'accès à une alimentation saine et de qualité et une reconnaissance renouvelée de la place des agriculteurs dans la société et pour les territoires.

Dans ses rapports « Développement économique et métropolisation » (2020), et « Une nouvelle dynamique de développement de la façade atlantique » (2021), le CESER propose des pistes pour s'engager résolument dans de nouvelles coopérations territoriales.

Dans son rapport « Les patrimoines, levier de développement des territoires » (2022), le CESER propose de mobiliser les patrimoines, dans toutes leurs diversités, dans ce qu'ils peuvent apporter à la vitalité, au lien social, au développement culturel, aux dynamismes, aux identités multiples des territoires de Nouvelle-Aquitaine.

Dans sa récente « Contribution à la révision du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation » (2022), le CESER dresse des pistes pour transformer l'économie régionale autour des enjeux de changements de modes de production de consommation et d'échanges, de développement d'une économie de l'anticipation et de la coopération et d'amélioration du travail.

Dans son action en faveur de l'égalité et de la lutte contre les discriminations, le CESER Nouvelle-Aquitaine s'est doté d'un outil de veille permettant d'interroger le niveau d'intégration des problématiques d'égalité F/H et de lutte contre les discriminations dans la définition et la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques.

Enfin, dans des travaux en cours et à paraître très prochainement, le CESER s'intéresse aux activités du soin et du lien social, à la fabrique de la pauvreté en Nouvelle-Aquitaine, aux aspirations de la jeunesse et au développement d'énergies renouvelables...

Ces travaux constituent autant de briques de réflexion que la société civile organisée livre à la discussion et au débat public, en vue d'articuler de façon cohérente et concomitante les transitions nécessaires en réponse aux défis environnementaux, sociaux et démocratiques.

Dans le prolongement du soutien régulièrement apporté par le CESER à la démarche « *Néo Terra* » visant à impulser une nouvelle trajectoire d'action régionale en matière environnementale, la présente contribution se donne ainsi pour objectif de contribuer à ouvrir le champ des possibles et du souhaitable sur ce que pourrait être « *Néo Societas* » demain.

---

Proposition du Groupe de travail de coordination et de suivi  
de la démarche « *Néo Societas* » enrichie par les remontées et suggestions  
d'un certain nombre de conseiller(e)s

Composition du GT :

Emmanuelle FOURNEYRON, Alain BARREAU, Louis BORDONNEAU, Rima CAMBRAY,  
Olivier CHABOT, Christian CHASSÉRIAUD, Anne COUVEZ,  
Camille DE AMORIN-BONNEAU, Jean-Bernard FOURMY, Marie-Pierre LIBOUTET,  
Stéphane MONTUZET, Pascale MOREL, Benoît PIERRE, Annie-Claude RAYNAUD,  
Laurent REBIÈRE, Jany ROUGER, Julien RUIZ, Ahmed SERRAJ, Flavien THOMAS.



---

**Vote sur la contribution du CESER**

**« Néo Societas » : combler les fractures, ouvrir de nouvelles lignes d'horizon.**

**147 votants  
101 pour  
17 contre  
29 abstentions**

**Adopté à la majorité absolue des suffrages exprimés**

**Emmanuelle Fourneyron**  
Présidente du CESER de Nouvelle-Aquitaine





**ceser-nouvelle-aquitaine.fr**  
**contact@ceser-nouvelle-aquitaine.fr**

---

**SITE DE BORDEAUX**

14 rue François de Sourdis  
CS 81383  
33077 Bordeaux Cedex  
Tél. : 05 57 57 80 80

**SITE DE LIMOGES**

27 boulevard de la Corderie  
CS 3116  
87031 Limoges Cedex 1  
Tél. : 05 55 45 19 80

**SITE DE POITIERS**

15 rue de l'Ancienne Comédie  
CS 70575  
86021 Poitiers Cedex  
Tél. : 05 49 55 77 77